

# Synthèse régionale

## 2017, année de la reprise

Magali Bonnefont, Insee

Après l'amélioration constatée en 2016, l'année 2017 est celle de la reprise. Si celle-ci est réelle au vu des indicateurs synthétiques, elle est plus nuancée dans certains secteurs.

### Des indicateurs au vert

En 2017, la progression annuelle de l'emploi salarié marchand non agricole se poursuit, avec 1,6 %, soit 1 040 postes supplémentaires. Parallèlement, les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) auprès de l'Urssaf augmentent de 6 %, particulièrement celles en CDI (+ 20 %) même si elles restent marginales (16 % du total).

Cette amélioration sur le plan de l'emploi conduit à une baisse du taux de chômage régional d'un point. Avec 9,6 % de la population active, il reste toutefois supérieur au niveau national. Néanmoins, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi progresse (+ 2 % pour la catégorie A, + 3,6 % pour les ABC). En particulier, les plus de 50 ans sont 8,3 % de plus fin 2017. Seuls les jeunes connaissent une situation favorable.

Les entreprises enquêtées par la Banque de France (principalement celles dont le chiffre d'affaires annuel excède 750 000 €, donc les plus grandes), indiquent une hausse de leur CA de 4,6 %. De même, les CA déclarés à la Direction régionale des finances publiques (DRFIP) par les entreprises soumises à TVA croissent de 8,6 %. Le montant de l'impôt sur les sociétés augmente de 11,4 % sur l'année.

Les investissements des entreprises observés à partir de la TVA déductible sur immobilisations, sont en hausse de 21 %. La distribution du crédit aux entreprises poursuit son développement (+ 11 %), notamment les crédits à l'équipement (+14,6 %).

La création d'entreprise est dynamique : le nombre de nouvelles entreprises croît de 5,2 %, porté par les créations de sociétés (+ 13,7 %). Parallèlement, les défaillances d'entreprises, en hausse depuis fin 2015, diminuent de 7,8 % sur un an.

### Une bonne année touristique

Si ces indicateurs synthétiques sont favorables, c'est notamment car la fréquentation touristique a été importante. Le nombre de passager accueillis dans les

ports et aéroports insulaires progresse de 5,7 % sur un an pour s'établir à 8,17 millions de voyageurs et atteindre ainsi un nouveau record. La croissance, toujours forte dans l'aérien, est confortée par la reprise depuis 2016 des trafics maritimes.

La fréquentation des hébergements marchands touristiques croît de 4,8 % sur un an et atteint 10,8 millions de nuitées. Elle est portée par la clientèle française, largement majoritaire, en hausse de 7,4 %.

Les campings captent 40 % des nuitées touristiques soit 4,3 millions. Ce nombre augmente de 3,6 %, en lien avec le développement des emplacements équipés. La fréquentation hôtelière progresse de 4,3 % avec 3,3 millions de nuitées. Elle est favorisée par la montée en gamme des établissements : les 3 étoiles et 4 étoiles et plus sont ceux qui affichent les plus fortes hausses. Enfin, les autres hébergements collectifs de tourisme concentrent 3,2 millions de nuitées, soit une hausse de fréquentation de 6,9 %.

Ainsi, les CA des entreprises d'hébergement et de restauration évoluent favorablement (+ 6,2 % sur un an pour l'hébergement et + 3,1 % pour la restauration selon l'enquête de la Banque de France). Néanmoins, malgré des DPAE en hausse de 5 %, l'emploi en glissement annuel au 31/12/2017 n'y augmente que faiblement (+ 0,6 %).

### Le commerce, moteur de la croissance

Le bilan positif du tourisme entraîne ainsi une forte progression globale du tertiaire marchand : l'emploi y croît de 1,9 %. Ce secteur, qui regroupe les trois quarts des emplois salariés régionaux, est en effet majoritairement tourné vers la satisfaction des besoins de la population présente sur le territoire.

En particulier, le commerce est très dynamique en 2017 avec une hausse de 4,9 % des emplois et de 10 % des DPAE. L'emploi se développe surtout en Corse-du-Sud (+ 8,5 %). Le CA des commerces soumis à TVA s'accroît de 7,6 % et atteint 5 milliards d'euros, soit 41 % du volume régional.

### La situation tend à s'améliorer dans la construction

En 2017, les autorisations de mises en chantier repartent à la hausse (+ 47 %)

après une année 2016 en fort repli (- 41 %). Ainsi, avec 6 300 logements autorisés, le niveau record des années 2010 et 2015 est quasi atteint. Pourtant, le nombre de logements mis en chantier diminue de 19 % sur un an, après le niveau très élevé de 2016. De même, la commercialisation de logements neufs est moins bien orientée : les mises en vente diminuent de 36 % et les ventes d'appartements collectifs neufs (95 % du marché de la promotion) reculent de 8 %.

L'emploi dans le BTP renoue enfin avec la croissance (+ 2 %) après un repli continu depuis 2009. Les entreprises interrogées par la Banque de France indiquent que leur CA est reparti à la hausse (+ 5,5 %) après plusieurs années de baisse. Les créations d'entreprises augmentent (+ 12 %) et les défaillances reculent nettement (- 37 %).

### Pas de développement de l'emploi industriel

L'industrie, qui reste de taille très réduite en Corse avec un salarié sur dix, perd des emplois (- 1,4 %, soit 100 emplois de moins sur un an). Ce recul est lié à la baisse de l'emploi dans l'agroalimentaire qui constitue la principale branche industrielle régionale. En revanche, les industriels indiquent à la Banque de France une croissance globale de leur CA de 8,8 %, hausse cependant plus faible dans l'industrie agroalimentaire.

### De nombreuses filières agricoles en souffrance

Avec un fort déficit hydrique, des températures supérieures aux normales saisonnières et un climat exceptionnellement venteux, la sécheresse des sols a pesé sur les rendements agricoles en 2017. L'insuffisance de celui des prairies a nécessité des apports complémentaires en foin ou en aliments. La production viticole se situe 15 % en dessous de la moyenne 2012-2016, la châtaigne est à son plus bas historique et les vergers d'oliviers restent sur une production moyenne pour une année d'alternance. Seules les productions de clémentines, pomelos et pêches sont satisfaisantes. Côté élevage, les cheptels demeurent stables et les productions de lait de chèvre et de viande progressent (+ 4 % et + 3 % sur un an), notamment la viande porcine (+ 12 %). ■

# Contexte national

## L'économie française progresse vivement en 2017

Bruno Patier, Division Synthèse conjoncturelle, Insee

### La croissance de la zone euro au plus haut depuis 2007

En 2017, l'activité mondiale a accéléré : + 3,9 % après + 3,3 % en 2016. L'activité continue à reprendre quelques couleurs dans les pays émergents (+ 6,5 % après + 4,9 %) : l'activité chinoise se stabilise mais l'activité se reprend au Brésil et en Russie.

Dans les économies avancées, l'activité accélère aussi (+ 2,3 % après + 1,7 % en 2016), essentiellement du fait des États-Unis (+ 2,3 % après + 1,5 %), portée par une reprise de la dépense publique et de l'investissement des entreprises. La croissance britannique se stabilise (+ 1,8 % après + 1,9 %).

Dans la zone euro, l'activité accélère vivement : + 2,5 % après + 1,8 % avec des niveaux de confiance des entrepreneurs à des plus hauts historiques depuis 17 ans. L'accélération de l'activité dans la zone euro est surtout portée par le commerce extérieur avec des exportations très dynamiques (+ 5,3 % après + 3,4 %). L'investissement reste allant, aidé par la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) qui reste accommodante et maintient les taux d'intérêt à un niveau faible. Les disparités de croissance demeurent, l'Italie étant moins dynamique que ses principaux partenaires européens. Au total, le commerce mondial se reprend franchement en 2017, à + 5,3 % après + 2,0 %.

### L'économie française accélère franchement en 2017

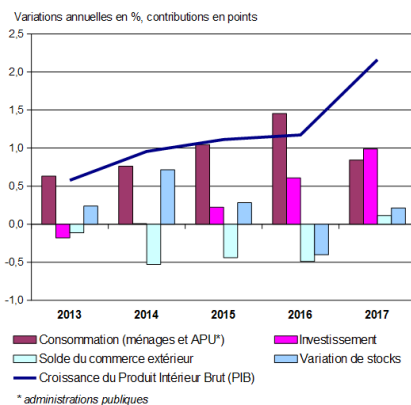
En 2017, le PIB français progresse de 2,2 % en volume, après + 1,2 % en 2016. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011 (figure 1).

Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance du PIB pour la première fois depuis 2012 (+ 0,1 point contre - 0,5 point en 2016) : en effet, les exportations sont particulièrement vigoureuses (+ 4,5 % après + 1,5 %) tandis que les importations accélèrent moins fortement (+ 4,0 % après + 3,0 %). Les entreprises stockent plus en 2017 (contribuant pour + 0,2 point à la croissance annuelle, après - 0,4 point en 2016), compensant le ralentissement de la demande intérieure.

En effet, la demande intérieure hors stocks ralentit un peu (contribution de + 1,8 point à la croissance du PIB en 2017 contre + 2,1 points en 2016), freinée par la consommation (ménages et administrations) dont la contribution au PIB passe à + 0,8 point en 2017 après + 1,5 point en 2016. Le ralentissement de la consommation des ménages (+ 1,1 % après + 2,0 %) provient en partie de celui de leur pouvoir d'achat (+ 1,3 % après + 1,8 %). Du côté de la demande publique, la consommation collective des administrations publiques marque légèrement le pas (+ 0,5 % après + 0,7 %) mais leur investissement accélère (+ 1,4 % après + 0,2 % en 2016 faisant suite à des replis les années précédentes dont - 4,6 % en 2015).

#### 1 L'investissement est le facteur contribuant le plus à la croissance du PIB en 2017

Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution



Source : Insee, comptes nationaux, base 2014

### La vigueur de l'investissement contribue fortement à la croissance du PIB

L'investissement accélère nettement en 2017 (+ 4,5 % après + 2,8 % en 2016) jusqu'à dépasser son rythme de 2008. L'investissement des ménages progresse très fortement (+ 5,6 % après + 2,8 %), notamment du fait d'achats immobiliers très dynamiques. Malgré une diminution des livraisons de matériels militaires, l'investissement public accélère en 2017 (+ 1,4 % après + 0,2 %), porté par les dépenses en bâtiment et en travaux publics. Enfin, l'investissement des entreprises non financières, déjà

dynamique en 2016 (+ 3,4 %), accélère encore en 2017 (+ 4,1 %). Le taux d'utilisation de leurs capacités de production atteint en fin d'année des niveaux inédits depuis la crise financière de 2008, tout comme l'ensemble des facteurs de tension sur l'offre (difficultés de recrutement et goulots de production).

### L'accélération de l'emploi a conduit à une baisse d'un point du taux de chômage

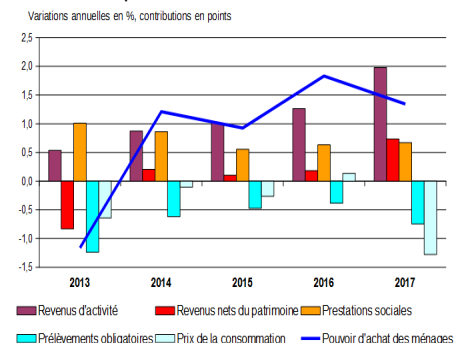
L'emploi total accélère : + 261 000 sur un an fin 2017, après + 251 000 un an auparavant. Il est porté par l'emploi salarié marchand non agricole (+ 257 000 après + 213 000) qui bénéficie de l'accélération de l'activité. Ainsi, le taux de chômage en France entière baisse davantage que l'année passée, passant de 10,0 % fin 2016 à 9,0 % fin 2017.

### Le pouvoir d'achat des ménages ralentit du fait de l'inflation

En moyenne annuelle, les prix de la consommation retrouvent une progression significative en 2017 après avoir stagné en 2016 (+ 1,3 % après - 0,1 %), tandis que le revenu disponible des ménages accélère nettement (+ 2,6 % après + 1,7 %), du fait de la vigueur des revenus d'activité et du patrimoine et de la modération des prélèvements obligatoires. L'accélération des prix l'emportant sur celle des revenus, le pouvoir d'achat des ménages ralentit légèrement en 2017 (+ 1,3 % après + 1,8 %) (figure 2).

#### 2 La vigueur des revenus d'activité et du patrimoine soutient le pouvoir d'achat des ménages en 2017

Évolution du pouvoir d'achat des ménages et de ses composantes



Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.